



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'Environnement,
De l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

**Arrêté préfectoral complémentaire autorisant la société BMI Production à poursuivre
l'exploitation de la carrière d'argile sur les communes de Cherves-Chatelars et
Terres-de-Haute-Charente**

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code minier ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L. 341-1 et R. 341-1 et suivants ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Vu les arrêtés préfectoraux datés des 18 avril 2003 et 16 décembre 2008 ;

Vu le rapport de l'inspection suite au contrôle diligenté sur site le 14 décembre 2022 ;

Vu le porter à connaissance d'avril 2025 détaillant les modifications de gestion des eaux de ruissellement de l'établissement (ajout d'un second point de rejet au milieu naturel et de bassins de décantation des eaux) ;

Vu le rapport et les propositions en date du 14 janvier 2026 de l'inspection des installations classées proposant des prescriptions techniques complémentaires ;

Vu le projet d'arrêté porté le 14 janvier 2026 à la connaissance du pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté formulées par courriel du 29 janvier 2026 ;

Considérant que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, en visant notamment à assurer la protection de la ressource en eau et la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets ;

Considérant que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

Considérant que, au regard des éléments détaillés dans le porter à connaissance susvisé, il convient de mettre à jour les dispositions des autorisations préfectorales qui régissent la gestion des eaux de ruissellement de l'établissement ;

Considérant que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

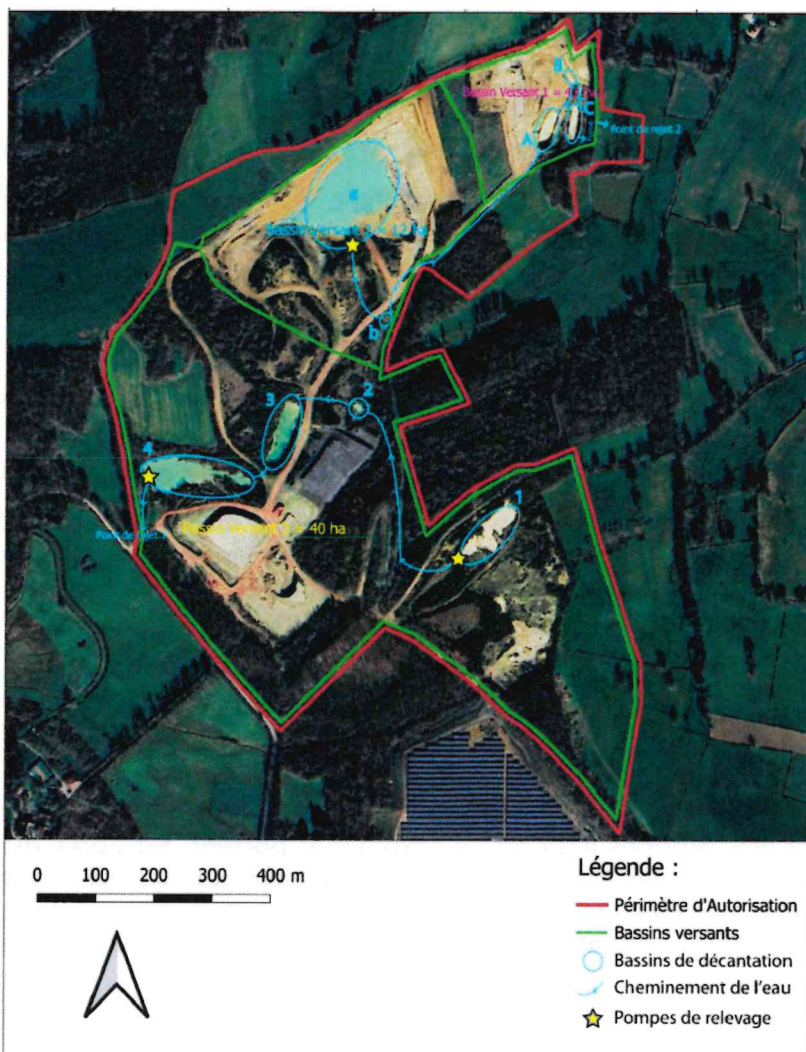
Article 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La société BMI Production (Monier), dont le siège social est situé Immeuble Network 1 – 40 avenue Aristide Briand 92 220 Bagneux, est autorisée à exploiter sur les communes de Cherves-Chatelars et Terres-de-Haute-Charente, une carrière à ciel ouvert d'argile sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Eaux rejetées (eaux de ruissellement, d'exhaure et pluviales) dans le milieu naturel

Les dispositions de l'article 1.5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2003 susvisé sont complétées comme suit :

« Le point de rejet dans le milieu naturel vers le ruisseau de Croutelle est dénommé point de rejet 1 et collecte les eaux de ruissellement du bassin versant 3 du site (cf. cartographie ci-dessous).

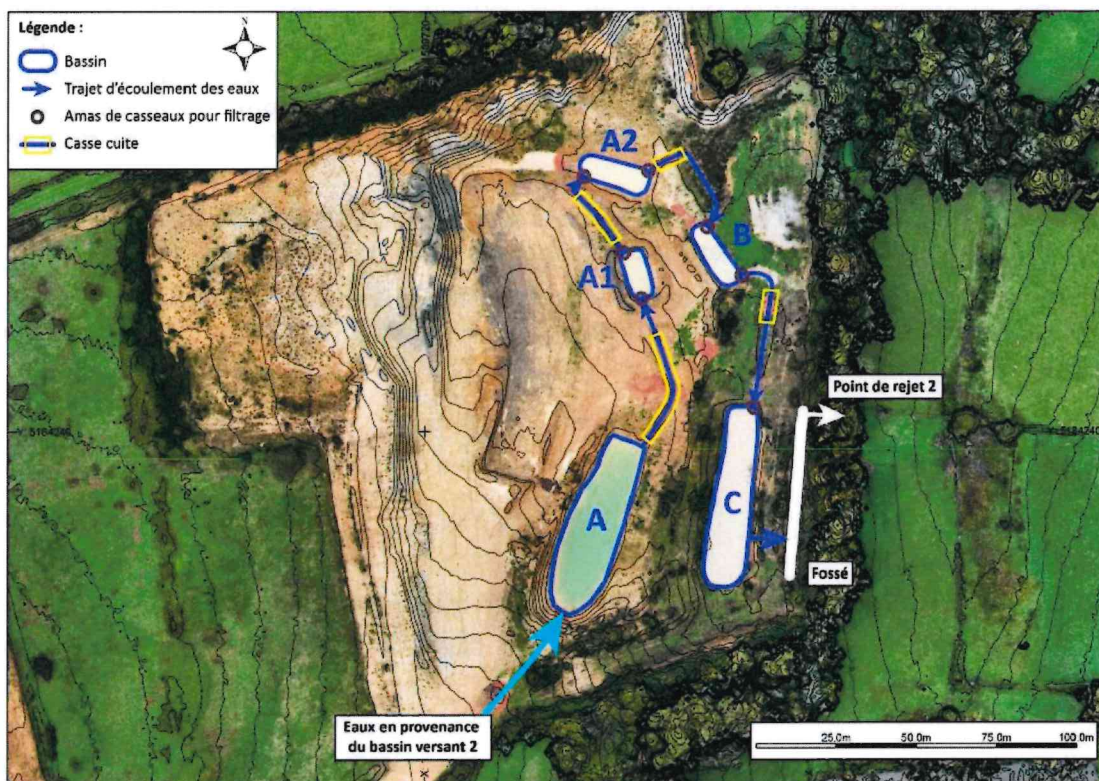


Un second point de rejet vers le milieu naturel, appelé point de rejet 2 (captant les eaux des bassins versants 1 et 2), est situé dans un fossé en fond de vallon où court la Bonnieure.

Les eaux de ruissellement rejetées au point de rejet 2 doivent respecter les valeurs limites d'émissions en DCO (125 mg/L), MES (35 mg/L), température (30 °C), pH (compris entre 5,5 et 8,5) et hydrocarbures totaux (10 mg/L) figurant à l'article 1.5.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2003 susvisé.

Les analyses de la qualité des eaux rejetées aux points de rejet 1 et 2 sont effectuées tous les ans au minimum.

Afin de réduire les matières en suspension au niveau du point de rejet 2, l'exploitant s'assure que la gestion de l'ensemble des eaux de ruissellement du secteur est conforme au cheminement ci-dessous (les deux bassins de décantation A1 et A2 doivent avoir une capacité d'au moins 100 m³ utiles) :



En complément de la décantation réalisée dans ces bassins, les aménagements suivants sont réalisés et présentent un caractère pérenne pour filtrer davantage les eaux avant rejet au point de rejet 2 :

- en entrée et sortie de chaque bassin, un amas de casseaux de déchets de tuiles est positionné ;
- au niveau du passage entre chaque bassin, des déchets de tuiles sont positionnés pour le drainage des eaux.

Ces aménagements (notamment recours à des déchets de tuiles pour le drainage des eaux) ne doivent pas altérer la qualité des eaux rejetées au milieu naturel. L'exploitant doit être en mesure de justifier de leur innocuité.

L'ensemble des bassins de décantation du site sont curés périodiquement pour maintenir leur capacité épuratoire. Les boues de curage prélevées font l'objet d'une gestion adéquate :

- soit séchées (une année) avant d'être remblayées en carrière dès lors que les analyses sur l'ensemble des paramètres requis (pack ISDI) sont conformes ;

- soit envoyées dans des filières de traitement de déchets adaptées dans le cas où les analyses supra du pack ISDI ne sont pas conformes.

Les boues prélevées des bassins font l'objet d'une télé-déclaration annuelle sous l'outil GEREP. »

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers :

- 1) par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. L'exercice d'un recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

L'auteur d'un recours administratif ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté est :

1. Notifié à l'exploitant ;
2. Affiché pendant une durée minimale d'un mois en mairie de Terres-de-Haute-Charente ;
3. Mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans le département, conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Confolens, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), la maire de Terres-de-Haute-Charente, ainsi que l'exploitant, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le **18 FEV. 2026**

Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,


Jean-Charles JOBART